

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG19/1

21 août 1995

(95-2453)

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE LA REPUBLIQUE DE HONGRIE ET LA REPUBLIQUE DE SLOVENIE

Le texte de l' Accord¹ entre la République de Hongrie et la République de Slovénie est reproduit dans le présent document.

La République de Hongrie et la République de Slovénie (ci-après dénommées les Parties),

Réaffirmant leur attachement à la démocratie pluraliste fondée sur la primauté du droit, les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

Eu égard à la Déclaration d'intention du 1er décembre 1992 concernant la libéralisation des relations commerciales mutuelles entre la République de Hongrie et la République de Slovénie,

Rappelant leur intention de prendre une part active au processus d'intégration économique en Europe et se déclarant prêtes à collaborer à la recherche des voies et moyens propices au renforcement de ce processus,

Réaffirmant leur attachement aux principes de l'économie de marché, qui constitue la base de leurs relations,

Rappelant leur ferme attachement à l' Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, à la Charte de Paris, et notamment aux principes énoncés dans le document final de la Conférence de Bonn sur la coopération économique en Europe,

Résolues à cette fin à éliminer progressivement les obstacles pour l'essentiel de leurs échanges commerciaux, conformément à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce,

Fermement convaincues que le présent Accord favorisera l'intensification de relations commerciales mutuellement bénéfiques entre elles et contribuera au processus d'intégration européenne,

Considérant qu'aucune disposition du présent Accord ne saurait être interprétée comme exemptant les Parties des obligations qui leur incombent en vertu d'autres accords internationaux, notamment l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce,

Ont décidé ce qui suit:

¹Les annexes et protocoles qui accompagnent l' Accord ont été communiqués au Secrétariat, où les parties contractantes intéressées peuvent les consulter (bureau 3006).

Article premier

Objectifs

1. Les Parties établissent progressivement, pendant une période de transition se terminant au plus tard le 31 décembre 2000, une zone de libre-échange, conformément aux dispositions du présent Accord et à l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
2. Le présent Accord a pour objectifs:
 - a) de promouvoir, par l'expansion des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques entre les Parties et de favoriser ainsi dans les Parties l'essor de l'activité économique, l'amélioration des conditions de vie et d'emploi, l'accroissement de la productivité et la stabilité financière;
 - b) d'assurer des conditions équitables de concurrence pour les échanges entre les Parties;
 - c) de contribuer de la sorte, par l'élimination d'obstacles aux échanges, au développement harmonieux et à l'expansion du commerce mondial.

CHAPITRE I - PRODUITS INDUSTRIELS

Article 2

Champ d'application

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux produits industriels originaires des Parties. L'expression "produits industriels" désigne, aux fins du présent Accord, les produits qui relèvent des chapitres 25 à 97 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, à l'exclusion des produits énumérés à l'annexe I.

Article 3

Droits de douane à l'importation

1. Aucun nouveau droit de douane à l'importation n'est introduit dans les échanges entre les Parties.
2. Les droits de douane à l'importation sont supprimés conformément aux dispositions du Protocole n° 1.

Article 4

Droits de base

1. Pour chaque produit, le droit de base sur lequel les réductions successives prévues dans le présent Accord doivent être opérées est le taux de droit applicable à la nation la plus favorisée le 29 février 1992.
2. Si, après l'entrée en vigueur du présent Accord, des réductions de droits sont appliquées *erga omnes*, en particulier des réductions résultant de l'accord tarifaire conclu à l'issue des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, les droits ainsi réduits se substituent aux droits de base visés au paragraphe 1 à compter de la date d'application de ces réductions.

3. Les droits réduits calculés conformément au paragraphe 2 ci-dessus sont appliqués en arrondissant à la première décimale.
4. Les Parties se communiquent mutuellement leurs droits de douane respectifs.

Article 5

Taxes équivalant à des droits de douane

1. Aucune taxe nouvelle d'effet équivalant à celui d'un droit de douane à l'importation n'est introduite dans les échanges entre les Parties.
2. Toutes les taxes ayant un effet équivalant à celui des droits de douane à l'importation sont supprimées au plus tard à la date d'entrée en vigueur du présent Accord, sous réserve des dispositions des alinéas des paragraphes 3 et 4.
3. La République de Hongrie supprimera progressivement les taxes d'effet équivalant à celui des droits de douane à l'importation qu'elle applique à ses importations en provenance de la République de Slovénie, en respectant le calendrier suivant:

	1/1/95	1/1/96	1/1/97
i) droits de licences de 1 pour cent	1%	-	-
ii) taxe de dédouanement de 2 pour cent	-	1%	1%
iii) redevance statistique de 3 pour cent	1%	1%	1%

4. La République de Slovénie supprimera progressivement les taxes ci-après d'effet équivalant à celui des droits de douane à l'importation, qu'elle applique à ses importations en provenance de la République de Hongrie, en respectant le calendrier suivant:

	1994	1/1/95	1/1/96
i) taxe de dédouanement de 1 pour cent	-	-	1%
ii) taxe de péréquation (droits spéciaux sur la péréquation de la taxe sur les importations) de 1 pour cent	-	0,5%	0,5%
iii) taxe à l'importation d'automobiles et de véhicules à moteur d'occasion pour le transport de marchandises	-	-	15%

Article 6

Droits de douane à caractère fiscal

Les Parties n'appliquent ni n'introduisent de droits de douane à caractère fiscal.

Article 7

Droits de douane à l'exportation et taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'exportation ni nouvelle taxe d'effet équivalent n'est introduit dans les échanges entre les Parties.
2. Les Parties suppriment progressivement entre elles tous droits de douane à l'exportation et taxes d'effet équivalent pour le 31 décembre 1995 au plus tard.

Article 8

Restrictions quantitatives à l'importation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'importation ni nouvelle mesure d'effet équivalent n'est introduite dans les échanges entre les Parties.
2. Toutes les restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent à l'importation de produits originaires des Parties sont supprimées à la date d'entrée en vigueur de l'Accord, sous réserve des dispositions des annexes II/A et II/B.

Article 9

Restrictions quantitatives à l'exportation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'exportation ni nouvelle mesure d'effet équivalent n'est introduite dans les échanges entre les Parties.
2. Toutes les restrictions quantitatives sur les exportations en provenance des Parties et les mesures d'effet équivalent sont supprimées à la date d'entrée en vigueur de l'Accord, sous réserve des dispositions des annexes III/A et III/B.

Article 10

Procédure d'information sur les projets de règlements techniques

1. Les Parties se communiquent, conformément aux dispositions de l'annexe IV, le texte des projets de règlements techniques et de modifications de ces règlements qu'ils ont l'intention de promulguer.
2. Le Comité mixte (article 34) décide de la date de mise en oeuvre des dispositions du paragraphe 1 et de l'annexe IV.

CHAPITRE II - PRODUITS AGRICOLES

Article 11

Champ d'application

1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux produits agricoles originaires des Parties.

2. L'expression "produits agricoles" désigne, aux fins du présent Accord, les produits qui relèvent des chapitres 1 à 24 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises et les produits énumérés à l'annexe I.

Article 12

Echange de concessions

1. Les Parties au présent Accord s'accordent mutuellement les concessions spécifiées dans le Protocole n° 2, conformément aux dispositions du présent chapitre et indiquées dans ce Protocole.

2. Compte tenu du rôle de l'agriculture dans leur économie, du développement des échanges de produits agricoles entre les Parties, du caractère particulièrement sensible des produits agricoles, des règles de leurs politiques agricoles, des conséquences des négociations commerciales multilatérales menées dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, les Parties examinent la possibilité de s'accorder mutuellement d'autres concessions.

Article 13

Concessions et politiques agricoles

1. Les dispositions du présent chapitre ne limitent en aucune façon la poursuite des politiques agricoles respectives des Parties ou l'adoption de mesures au titre de ces politiques, y compris la mise en oeuvre des résultats des Accords du Cycle d'Uruguay, dans la mesure où les concessions accordées au titre de l'article 12 et leur valeur sont préservées.

2. Les Parties notifient au Comité mixte les changements apportés à leurs politiques agricoles respectives ou aux mesures qu'elles appliquent qui peuvent affecter les conditions de leurs échanges de produits agricoles prévues dans le présent Accord. A la demande d'une Partie, des consultations sont menées dans les moindres délais en vue d'examiner la situation.

Article 14

Mesures de sauvegarde spécifiques

Nonobstant les autres dispositions du présent Accord, et en particulier celles de l'article 27, étant donné le caractère particulièrement sensible des marchés agricoles, si les échanges qui font l'objet de concessions accordées en vertu du présent Accord entraînent une grave perturbation sur le marché de l'autre Partie, les Parties concernées engagent immédiatement des consultations en vue de trouver une solution appropriée. La Partie concernée peut, si les circonstances l'exigent, prendre les mesures qu'elle juge nécessaires, pendant une durée déterminée ou tant que subsistent les perturbations sur le marché, ou jusqu'à ce qu'une solution mutuellement acceptable soit trouvée.

Ces mesures ne rendent pas les conditions d'accès au marché plus difficiles pour les produits originaires de l'autre Partie que celles qui sont appliquées aux pays tiers sur la base du principe de la nation de la plus favorisée.

Article 15

Mesures sanitaires et phytosanitaires

Les Parties appliquent leurs réglementations dans les domaines vétérinaire, phytosanitaire et sanitaire de manière non discriminatoire et n'adoptent pas de mesures qui aient pour effet de faire indûment obstacle aux échanges.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 16

Règles d'origine et coopération en matière d'administration douanière

1. Le Protocole n° 3 définit les règles d'origine et les méthodes de coopération administrative dans ce domaine.
2. Les Parties prennent des mesures appropriées, y compris les examens périodiques du Comité mixte et les arrangements de coopération administrative, pour assurer l'application effective et harmonieuse des dispositions du Protocole n° 3 et des articles 3 à 9, 12, 17 et 27 de l'Accord, réduire autant que possible les formalités auxquelles sont soumis les échanges et trouver des solutions mutuellement satisfaisantes à toutes les difficultés que soulève l'application de ces dispositions.

Article 17

Impositions intérieures

1. Les Parties s'abstiennent d'appliquer toute mesure ou pratique de nature fiscale interne établissant, directement ou indirectement, une discrimination entre les produits originaires des Parties.
2. Les produits exportés vers le territoire d'une des Parties ne peuvent bénéficier d'une ristourne d'impositions intérieures supérieure aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

Article 18

Exceptions générales

Le présent Accord n'empêche pas l'application d'interdictions ou de restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit de marchandises qui se justifient par des raisons liées à:

- la moralité, l'ordre ou la sécurité publics,
- la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux,
- la protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique,
- la protection de la propriété intellectuelle,
- la mise en oeuvre des réglementations en matière d'or et d'argent,

- la protection de l'environnement, et notamment la conservation des ressources naturelles épuisables,

si de telles mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales.

Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent pas constituer un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée au commerce entre les Parties.

Article 19

Exceptions concernant la sécurité

Aucune disposition du présent Accord n'empêche une Partie de prendre toutes mesures qu'elle estime nécessaires:

- a) en vue d'empêcher la divulgation de renseignements contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité;
- b) en vue de protéger les intérêts essentiels de sa sécurité, de s'acquitter d'obligations internationales ou de mettre en oeuvre des politiques nationales:
 - i) se rapportant au trafic d'armes, de munitions et de matériel de guerre, à condition que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires, et à tout commerce d'autres articles, matériel et services destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées; ou
 - ii) se rapportant à la non-prolifération des armes biologiques et chimiques, de l'armement atomique ou d'autres engins explosifs nucléaires; ou
 - iii) appliquées en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale.

Article 20

Monopoles d'Etat

1. Les Parties veillent à ce que tout monopole d'Etat présentant un caractère commercial soit aménagé de manière à exclure toute discrimination entre ressortissants des Parties quant aux conditions d'approvisionnement et de commercialisation des marchandises d'ici à la fin de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de l'Accord. Le Comité mixte sera informé des mesures adoptées pour atteindre cet objectif.

2. Les dispositions du présent article s'appliquent à tout organisme par lequel les autorités compétentes des Parties au présent Accord, *de jure* ou de facto, contrôlent, dirigent ou influencent de façon notable, directement ou indirectement, les importations ou les exportations entre les Parties. Ces dispositions s'appliquent également aux monopoles qu'un Etat a délégués à des tiers.

Article 21

Paielements

1. Les paiements en monnaies librement convertibles afférents aux échanges commerciaux entre les Parties, ainsi que le transfert de ces paiements vers le territoire de l'Etat partie au présent Accord dans lequel réside le créancier, ne sont soumis à aucune restriction.
2. Les Parties s'abstiennent d'appliquer toute restriction de change ou administrative concernant l'octroi, le remboursement ou l'acceptation des crédits à court et à moyen terme couvrant des transactions commerciales auxquelles participe un résident.
3. Nonobstant le paragraphe 2, en attendant que l'article VIII du Statut du Fonds monétaire international devienne applicable pour les Parties, celles-ci se réservent le droit d'appliquer des restrictions de change en relation avec l'octroi ou l'acceptation de crédits à court et à moyen terme dans les limites autorisées en fonction du statut que le Fonds leur reconnaît, pour autant que ces restrictions sont appliquées de manière non discriminatoire en ce qui concerne l'origine des produits et qu'elles ne s'appliquent pas seulement à des produits ou types de produits spécifiques.

Les restrictions sont de durée limitée et sont éliminées lorsque la situation ne justifie plus leur maintien. Les Parties informent rapidement le Comité mixte de l'introduction de telles mesures et de tout changement qui leur est apporté.

Article 22

Règles de concurrence entre entreprises

1. Sont incompatibles avec le bon fonctionnement du présent Accord, dans la mesure où ils sont susceptibles d'affecter les échanges entre les Parties:
 - a) tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées entre entreprises qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence;
 - b) l'exploitation abusive par une ou plusieurs entreprises d'une position dominante sur l'ensemble ou dans une partie substantielle des territoires des Parties.
2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux activités de toutes les entreprises, y compris les entreprises publiques et les entreprises auxquelles les Parties concèdent des privilèges spéciaux ou exclusifs.

Les entreprises chargées d'exploiter des services d'intérêt économique général ou à caractère de monopole générateur de recettes fiscales sont soumises aux dispositions du paragraphe 1, pour autant que l'application de ces dispositions ne fait pas obstacle, *de jure* ou de facto, à l'accomplissement des tâches de caractère public qui leur incombent.

3. S'agissant des produits visés au chapitre II, les dispositions du paragraphe 1 a) ne s'appliquent pas aux accords, décisions et pratiques qui font partie intégrante d'une organisation de marché nationale.
4. Si une Partie estime qu'une pratique donnée est incompatible avec les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3, et si une telle pratique cause ou menace de léser sérieusement les intérêts de cette Partie ou de causer un préjudice important à une branche de production nationale, elle peut prendre

des mesures appropriées pour faire face aux graves difficultés résultant des pratiques en question, aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 31.

Article 23

Aides gouvernementales

1. Toute aide accordée par un Etat partie au présent Accord ou prélevée sur les ressources de l'Etat sous quelque forme que ce soit, qui fausse ou menace de fausser le jeu de la concurrence en favorisant certaines entreprises ou la production de certaines marchandises est, dans la mesure où elle affecte les échanges entre cette Partie et les autres Parties au présent Accord, incompatible avec le bon fonctionnement du présent Accord.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux produits visés au chapitre II.
3. Le Comité mixte adopte, dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord, les critères suivant lesquels les pratiques contraires au paragraphe 1 sont évaluées ainsi que les règles à suivre pour les mettre en oeuvre.
4. Les Parties garantissent la transparence des mesures d'aide gouvernementale, notamment en faisant rapport chaque année au Comité mixte sur le montant total et la répartition de l'aide accordée et en fournissant aux autres Parties, sur demande, des renseignements sur les programmes d'aide et des cas particuliers d'aide gouvernementale.
5. Si une Partie estime qu'une pratique donnée:
 - est incompatible avec les dispositions du paragraphe 1 et n'est pas traitée de manière adéquate en vertu des règles de mise en oeuvre visées au paragraphe 3, ou
 - en l'absence de telles règles, lèse ou menace de léser sérieusement les intérêts de cette Partie ou cause ou menace de causer un préjudice important à une branche de production nationale,

elle peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 31.

Ces mesures appropriées ne peuvent être prises qu'en conformité avec les procédures et aux conditions énoncées dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et dans tous autres instruments pertinents négociés dans le cadre de l'Accord général qui s'appliquent entre les Parties concernées.

Article 24

Marchés publics

1. Les Parties considèrent la libéralisation de leurs marchés publics respectifs comme un objectif du présent Accord.
2. Les Parties développent leurs réglementations respectives en matière de marchés publics en vue d'accorder aux fournisseurs de l'autre Partie, pour la fin de la période de transition prévue dans l'Accord, l'accès aux procédures de participation à leurs marchés publics respectifs conformément aux dispositions de l'Accord du 12 avril 1979 relatif aux marchés publics, modifié par le Protocole du 2 février 1987, négocié sous les auspices du GATT.

3. Le Comité mixte examine les faits nouveaux en rapport avec la réalisation des objectifs du présent article et peut recommander des modalités pratiques pour la mise en oeuvre des dispositions du paragraphe 2 de manière à assurer la liberté d'accès, la transparence et le plein équilibre des droits et obligations.

4. Pendant l'examen visé au paragraphe 3 du présent article, le Comité mixte peut envisager, en particulier compte tenu de l'évolution de la situation dans ce domaine au plan des relations internationales, d'étendre le champ et/ou d'accroître le degré d'ouverture des marchés prévus au paragraphe 2.

5. Les Parties s'efforcent d'accéder aux accords relatifs aux marchés publics négociés sous les auspices du GATT.

Article 25

Protection de la propriété intellectuelle

1. Les Parties accordent et assurent une protection non discriminatoire des droits de propriété intellectuelle, y compris des mesures pour accorder et faire respecter ces droits. La protection est progressivement renforcée et, avant la fin de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur du présent Accord, aura atteint un niveau correspondant aux normes fondamentales des accords multilatéraux spécifiés à l'annexe V.

2. Aux fins du présent Accord, l'expression "protection de la propriété intellectuelle" s'entend en particulier de la protection du droit d'auteur, y compris les programmes d'ordinateurs et les bases de données, ainsi que des droits connexes et des droits voisins, des marques, des indications géographiques, des dessins et modèles industriels, des brevets, des améliorations techniques et conceptuelles, des topographies de circuits intégrés et des renseignements non divulgués relatifs au savoir-faire.

3. La protection des topographies de circuits intégrés assurée par une Partie est accordée sur une base de réciprocité.

4. Les Parties coopèrent en ce qui concerne les questions de propriété intellectuelle. Elles engagent rapidement, à la demande de toute Partie, des consultations d'experts portant sur ces questions, et en particulier sur les activités en rapport avec les conventions internationales en vigueur ou futures relatives à l'harmonisation, à l'administration et au respect de la propriété intellectuelle, sur les activités déployées au sein d'organisations internationales telles que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, ainsi que sur les relations entre les Parties et des pays tiers dans le domaine de la propriété intellectuelle.

Article 26

Dumping

Si une Partie constate l'existence d'un dumping au sens de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce dans les relations commerciales régies par le présent Accord, elle peut prendre des mesures appropriées contre cette pratique conformément à l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et aux accords connexes, aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 31.

Article 27

Mesures de sauvegarde générales

Lorsqu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer:

- a) un préjudice grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents sur le territoire de la Partie importatrice, ou
- b) de graves perturbations dans un secteur connexe de l'économie ou des difficultés de nature à entraîner une sévère détérioration de la situation économique d'une région,

la Partie concernée peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 31.

Article 28

Ajustement structurel

1. Des mesures exceptionnelles d'une durée limitée dérogeant aux dispositions de l'article 3 peuvent être prises par toute Partie sous forme d'un relèvement des droits de douane.
2. Ces mesures ne peuvent viser que des industries naissantes ou certains secteurs en cours de restructuration ou connaissant de graves difficultés, en particulier lorsque ces difficultés causent des problèmes sociaux importants.
3. Les droits de douane appliqués au titre de ces mesures dans la Partie concernée sur les importations de produits originaires de l'autre Partie ne peuvent pas dépasser 25 pour cent ad valorem et doivent conserver un élément de préférence pour les produits originaires de cette Partie. La valeur totale des importations des produits assujettis à ces mesures ne peut pas dépasser 15 pour cent de la valeur totale des importations de produits industriels en provenance de l'autre Partie tels qu'ils sont définis au chapitre I pendant la dernière année pour laquelle des statistiques sont disponibles.
4. Ces mesures s'appliquent pendant une période qui ne peut pas dépasser cinq ans, à moins que le Comité mixte n'autorise un délai plus long. Elles cessent de s'appliquer au plus tard à l'expiration de la période de transition.
5. Aucune mesure visée au paragraphe 1 ci-dessus ne peut être introduite à l'égard d'un produit si plus de trois ans se sont écoulés depuis l'élimination de tous les droits, restrictions quantitatives, taxes ou mesures d'effet équivalent intéressant ce produit.
6. La Partie concernée informe le Comité mixte de toute mesure exceptionnelle qu'elle envisage de prendre et, à la demande de l'autre Partie, des consultations ont lieu au sein du Comité mixte au sujet desdites mesures, et des secteurs visés, avant que ces mesures ne soient appliquées. Lorsqu'elle prend des mesures de cette nature, la Partie concernée communique au Comité mixte un calendrier pour l'élimination des droits de douane introduits en application du présent article. Ce calendrier prévoit l'élimination progressive des droits à des taux annuels constants à partir d'une date se situant au plus tard deux ans après leur introduction. Le Comité mixte peut fixer un calendrier différent.

Article 29

Réexportation et pénurie grave

Lorsque l'application des dispositions des articles 7 et 9 donne lieu:

- a) à la réexportation vers un pays tiers à l'encontre duquel la Partie exportatrice maintient pour le produit en question des restrictions quantitatives à l'exportation, des droits de douane à l'exportation, ou des mesures ou taxes d'effet équivalent, ou
- b) à une pénurie grave d'un produit essentiel pour la Partie exportatrice, ou à la menace d'une telle pénurie,

et lorsque les circonstances causent ou risquent de causer de graves difficultés à la Partie exportatrice, cette dernière peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 31.

Article 30

Exécution des obligations

1. Les Parties prennent toutes les mesures générales ou spécifiques nécessaires à l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord. Elles veillent à ce que les objectifs de l'Accord soient atteints.
2. Si une Partie estime que l'autre Partie a manqué à une obligation qui lui incombe en vertu de l'Accord, elle peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 31.

Article 31

Procédures d'application des mesures de sauvegarde

1. Avant d'entamer les procédures d'application des mesures de sauvegarde énoncées dans le présent article, les Parties s'efforcent de résoudre les différends qui les opposent par des consultations directes.
2. Au cas où une Partie soumet les importations de produits susceptibles de créer la situation visée à l'article 27 à une procédure administrative ayant pour objet d'obtenir rapidement des renseignements sur l'orientation des courants commerciaux, elle en informera l'autre Partie.
3. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 7 ci-dessous, une Partie qui envisage de recourir à des mesures de sauvegarde en avise dans les moindres délais l'autre Partie et communique tous renseignements utiles. Des consultations entre les Parties ont lieu sans délai en vue de trouver une solution.
4. a) En ce qui concerne les articles 26, 27 et 29, si les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur une solution ou si elles ne se réunissent pas ou ne peuvent se réunir à des fins de consultation, dans un délai de 30 jours, la Partie concernée peut adopter les mesures nécessaires pour remédier à la situation et en informer l'autre Partie.

- b) En ce qui concerne l'article 30, la Partie concernée peut prendre des mesures appropriées après l'achèvement des consultations ou au terme d'un délai de trois mois à compter de la date de la notification à l'autre Partie.
- c) En ce qui concerne les articles 22 et 23, la Partie concernée demande à l'autre Partie d'éliminer la pratique incriminée. A défaut pour la Partie en cause d'avoir mis fin à la pratique incriminée, ou à défaut d'accord dans un délai de 60 jours, la Partie concernée peut adopter les mesures appropriées pour remédier aux difficultés résultant de la pratique visée.

5. Les mesures de sauvegarde prises sont immédiatement notifiées à l'autre Partie. Elles se limitent, dans leur ampleur et leur durée, à ce qui est strictement nécessaire pour remédier à la situation qui en a provoqué l'application et ne dépassent pas le préjudice causé par la pratique ou les difficultés en question. Priorité est donnée aux mesures qui perturbent le moins le fonctionnement de l'Accord. Les mesures prises par une Partie à l'encontre d'un acte ou d'une omission d'une autre Partie ne peuvent affecter que les échanges avec cette Partie.

6. Les mesures de sauvegarde font l'objet de consultations périodiques en vue de leur atténuation dès que possible, ou de leur suppression lorsque la situation ne justifie plus leur maintien.

7. Lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention immédiate excluent un examen préalable, la Partie concernée peut, dans les situations visées aux articles 26, 27 et 29, appliquer des mesures provisoires strictement nécessaires pour remédier à la situation. Ces mesures sont notifiées sans délai et des consultations entre les Parties ont lieu dès que possible.

Article 32

Difficultés de balance des paiements

1. Les Parties s'efforcent de ne pas imposer de mesures restrictives, y compris des mesures se rapportant aux importations, à des fins de balance des paiements.

2. Lorsqu'une des Parties éprouve ou est menacée dans l'immédiat d'éprouver de graves difficultés de balance des paiements, elle peut, dans les conditions établies par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, adopter des mesures de restriction des échanges, y compris des mesures se rapportant aux importations, qui doivent avoir une durée limitée et ne peuvent aller au-delà de ce qui est nécessaire pour remédier à la situation de la balance des paiements. Les mesures sont progressivement atténuées à mesure que la situation de la balance des paiements s'améliore et sont éliminées lorsque la situation ne justifie plus leur maintien. La Partie informe sans délai l'autre Partie de l'introduction de mesures de cette nature et communique, dès que possible, un calendrier pour leur suppression.

Article 33

Clause évolutive

1. Lorsqu'une Partie estime qu'il serait utile, dans l'intérêt des économies des Parties, de développer et d'approfondir les relations établies par l'Accord en les étendant à des domaines non couverts par celui-ci, elle soumet à l'autre Partie une demande motivée. Les Parties peuvent demander au Comité mixte d'examiner cette demande et de leur adresser, le cas échéant, des recommandations, notamment en vue d'engager des négociations.

2. Les accords résultant de la procédure visée au paragraphe 1 sont soumis à ratification ou à approbation par les Parties, conformément à leur législation nationale.

Article 34

Comité mixte

1. Les Parties conviennent d'établir le Comité mixte composé de représentants des Parties.
2. La mise en oeuvre du présent Accord est supervisée et administrée par le Comité mixte.
3. Aux fins de la mise en oeuvre dans de bonnes conditions du présent Accord, les Parties procèdent à des échanges d'informations et, à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles, tiennent des consultations au sein du Comité mixte. Celui-ci étudie en permanence la possibilité de poursuivre l'élimination des obstacles aux échanges entre les Parties.
4. Le Comité mixte peut prendre des décisions dans les cas prévus par le présent Accord. Pour ce qui est des autres questions, le Comité mixte peut formuler des recommandations.

Article 35

Procédures du Comité mixte

1. Aux fins de la mise en oeuvre dans de bonnes conditions du présent Accord, le Comité mixte se réunit chaque fois qu'il est nécessaire, mais au moins une fois l'an. Chacune des Parties peut demander sa convocation.
2. Le Comité mixte prend ses décisions ou recommandations à l'unanimité.
3. Si les deux Parties au sein du Comité mixte acceptent une décision sous réserve du respect de la procédure constitutionnelle, la décision entre en vigueur, si elle ne fait pas elle-même mention d'une date ultérieure, le jour où l'accomplissement de la procédure constitutionnelle est notifié.
4. Le Comité mixte établit son règlement intérieur qui contient entre autres des dispositions relatives à la convocation de ses réunions, à la désignation de son président et au mandat de ce dernier.
5. Le Comité mixte peut décider de constituer tout sous-comité ou groupe de travail qu'il juge nécessaire pour l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.

Article 36

Relations commerciales régies par d'autres accords

Le présent Accord n'empêche pas le maintien ou l'établissement d'unions douanières, de zones de libre-échange ou d'arrangements relatifs au commerce frontalier pour autant que ceux-ci n'ont aucun effet préjudiciable sur le régime des échanges et en particulier sur les dispositions concernant les règles d'origine énoncées dans le présent Accord.

Article 37

Annexes, protocoles et modifications

1. Les annexes et protocoles du présent Accord en font partie intégrante. Le Comité mixte peut décider de modifier les annexes et protocoles conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 35.
2. Les propositions de modification du présent Accord, à l'exclusion de celles visées au paragraphe 4 de l'article 34 qui sont approuvées par le Comité mixte, sont soumises à l'autre Partie pour acceptation et entrent en vigueur une fois qu'elles ont été acceptées par les deux Parties.

Article 38

Entrée en vigueur

Le présent Accord est approuvé par les Parties, conformément à leurs procédures respectives.

Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les Parties se notifient mutuellement l'accomplissement des procédures mentionnées au premier paragraphe.

Article 39

Application provisoire

En attendant l'entrée en vigueur du présent Accord conformément à l'article 38, les Parties acceptent de l'appliquer sur une base provisoire à partir du premier jour du troisième mois suivant sa signature.

Chacune des Parties peut cesser d'appliquer le présent Accord à titre provisoire sous réserve de notification écrite à l'autre Partie. L'application provisoire de l'Accord prend fin six mois après la date de cette notification.

Article 40

Validité et dénonciation

Le présent Accord est conclu pour une durée illimitée.

Chacune des Parties peut dénoncer le présent Accord par notification écrite adressée à l'autre Partie. La dénonciation prend effet six mois après la date de cette notification.

Fait à Ljubljana, le 6 avril 1994, en deux exemplaires et en langues hongroise, slovène et anglaise, cette dernière version faisant foi à des fins d'interprétation.

Pour la République de Hongrie

Pour la République de Slovénie

POINTS CONVENUS

1. Les Parties se déclarent disposées à examiner au sein du Comité mixte la possibilité de s'étendre mutuellement toute concession qu'elles accordent ou accorderont à des pays tiers avec lesquels elles ont conclu un accord de libre-échange ou un autre accord similaire auquel s'applique l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
2. S'agissant du paragraphe 2 de l'article 4, les Parties reconnaissent que, dans le cas d'une réduction de droits résultant d'une suspension de droits pendant une période donnée, les droits ainsi réduits se substituent aux droits de base uniquement pendant cette période et que, dans tous les cas de suspension partielle des droits, la marge préférentielle entre les Parties sera conservée.
3. Les Parties conviennent que l'article 9 n'est pas applicable aux cas où les mesures visées par cet article pourraient être nécessaires pour l'exécution d'obligations internes.
4. En ce qui concerne l'article 15, les Parties ont l'intention d'aligner leurs mesures de contrôle vétérinaire et phytosanitaire sur les codes et conventions internationaux et sur la réglementation pertinente des Communautés européennes.
5. En élaborant les critères et règles mentionnés au paragraphe 3 de l'article 23, les Parties:
 - ont pour objectif d'assurer la plus grande conformité possible avec les critères et règles pertinents utilisés, conformément à l'Accord, entre chacune des Parties au présent Accord et la Communauté européenne;
 - définissent les conditions et/ou les situations dans lesquelles des dérogations temporaires aux dispositions du paragraphe 1 peuvent être applicables;
 - examinent les conditions dans lesquelles des mesures peuvent être prises contre certaines formes d'aide gouvernementale.
6. En ce qui concerne le paragraphe 4 de l'article 23, le Comité mixte examine et adopte, dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord, les règles nécessaires pour la mise en oeuvre de mesures de transparence.